RÔLE D'AUDIENCE EN MATIÈRE CIVILE DE TORONTO

DEMANDE DE MOTION URGENTE À UN JUGE ou À UN JUGE ASSOCIÉ

330 avenue University, 8^e étage, Toronto (Ontario) M5G 1R7

Pour demander une MOTION URGENTE À UN JUGE ou à UN JUGE ASSOCIÉ, veuillez renvoyer ce formulaire dûment rempli par courrier électronique à l'adresse suivante : civilurgentmatters-scj-toronto@ontario.ca.

- Juge
 Juge associé

Numéro de dossier du tribunal :

Intitulé abrégé :

L'auteur de la motion est : le demandeur le défendeur Autre

Si « autre », veuillez préciser :

La partie intimée est : le demandeur le défendeur Autre

Si « autre », veuillez préciser :

Toutes les motions et requêtes urgentes qui font l'objet d'une demande d'audience devant un juge ou un juge associé peuvent être examinées avant qu'une date d'audience soit fixée. Les motions et requêtes *ex parte* sont résolues par écrit, sauf si le juge ou le juge associé en décide autrement. Le juge ou le juge associé qui examine la motion proposée peut convoquer une conférence relative à la cause ou donner des directives pour l'audition de la motion. Pour décider s'il y a lieu de fixer une date d'audition de la motion, le juge ou le juge associé tiendra compte des objets du Tribunal de pratique civile énumérés dans la partie I.A.1 de la Directive de pratique pour les actions de droit civil, les requêtes, les motions et les autres affaires procédurales dans la région de Toronto, que l'on peut consulter à l'adresse suivante : <https://www.ontariocourts.ca/scj/fr/pratique/directives-de-pratique-regionales-et-avis/toronto/>.

<ul style="list-style-type: none"> • La motion ou la requête est-elle présentée sans préavis? 	
<ul style="list-style-type: none"> • Si l'affaire est introduite sans préavis, quelles sont les raisons de l'instruire sans préavis? 	
<ul style="list-style-type: none"> • Si l'affaire est instruite sur préavis, la partie intimée a-t-elle été consultée au sujet du dépôt de ce formulaire? Dans la négative, veuillez expliquer pourquoi. 	
<ul style="list-style-type: none"> • Présentez un exposé succinct, sous forme de points, de la nature des mesures demandées. 	
<ul style="list-style-type: none"> • La requête ou la motion est-elle urgente? Si oui, précisez succinctement la nature de l'urgence. 	
<ul style="list-style-type: none"> • Si l'affaire est instruite sans préavis, quelle est selon vous la position de la partie intimée sur la motion? 	
<ul style="list-style-type: none"> • Cette motion peut-elle être entendue par un juge associé ou doit-elle être entendue par un juge? 	
<ul style="list-style-type: none"> • Règle(s) ou dispositions légales en vertu desquelles la motion ou requête est présentée : 	
<ul style="list-style-type: none"> • Un même juge ou juge associé est-il saisi de toutes les motions dans l'instance ou de cette motion en particulier? 	
<ul style="list-style-type: none"> • L'une des parties se représente-t-elle elle-même? Si oui, veuillez indiquer laquelle. 	
<ul style="list-style-type: none"> • La motion doit-elle être entendue par un juge ou un juge associé bilingue? 	

**Nom de la partie/de l'avocat(e) qui demande
d'inscrire la motion au rôle :**

**Nom et cabinet (taper ou écrire en lettres
d'imprimerie lisibles)**

Numéro de téléphone et adresse de courriel

**Nom de la partie/de l'avocat(e) qui est la partie
intimée :**

**Nom et cabinet (taper ou écrire en lettres
d'imprimerie lisibles)**

Numéro de téléphone et adresse de courriel

Pour les demandes de motions urgentes sur préavis :

Exposé succinct, sous forme de points, des mesures demandées et des motifs sur lesquels se fonde la motion proposée (y compris le numéro de la règle ou des autres dispositions légales) :

Exposé succinct, sous forme de points, de la position de la partie intimée. Pour quels motifs la partie intimée conteste-t-elle le droit de l'auteur de la motion à tout ou partie des mesures demandées?

Méthode d'audience proposée :

- Par écrit (y compris toutes les motions sur consentement et non contestées)

- Règlement sommaire dans le cadre d'une conférence relative à la cause

- Audience orale à distance (par conférence téléphonique ou vidéoconférence)

- Audience orale au tribunal

La partie intimée consent-elle à ce choix? Dans la négative, indiquez le mode d'audience que propose la partie intimée :

Les motions et requêtes courtes, non contestées qui portent sur des questions de fait et de droit non complexes, doivent normalement être traitées par écrit. Si une audience orale est proposée pour la motion, veuillez expliquer pourquoi :

Estimation du temps requis pour l'audience orale :

--

État d'avancement du dossier (p. ex., les actes de procédure sont clos; l'échange des documents dans le cadre de l'enquête préalable est terminé; l'interrogatoire oral préalable est terminé; l'affaire a été mise au rôle des procès; une date de procès a été fixée, etc.)

--

Échéancier proposé – Si la motion est contestée, les avocats et les parties qui se représentent elles-mêmes doivent se consulter pour convenir d'un échéancier proposé pour l'échange des documents écrits. Si les parties ne se mettent pas d'accord sur un échéancier raisonnable, le tribunal pourrait en tenir compte au moment de l'évaluation des dépens liés à la motion ou à la mise au rôle.

--

Échéancier proposé :

Signification du dossier de motion (doit avoir lieu dans les 10 jours suivant le dépôt de la requête conformément à la directive de pratique publiée pour la région de Toronto susmentionnée) :

Dernier jour pour exécuter les mesures suivantes :

Signification du dossier de motion de la partie intimée :

Signification de la contre-preuve (le cas échéant) :

Interrogatoire des témoins qui ne sont pas des parties (le cas échéant) :

--

Contre-interrogatoire relatif aux
affidavits :

Délai de remise des mémoires :

AVIS IMPORTANT : Les *Règles de procédure civile*, Règl. 194, RRO 1990, ont été modifiées avec prise effet le 1^{er} janvier 2021. Il est rappelé aux parties de consulter la règle 4.05.2 au sujet de l'utilisation du **Portail de soumission en ligne pour les actions civiles** et la règle 4.05.3 au sujet de l'utilisation de **Case Center** (anciennement CaseLines).

Les avocats et les parties qui se représentent elles-mêmes doivent déposer tous les documents relatifs à une motion ou à une requête au tribunal et payer tous les droits prescrits par l'intermédiaire du **Portail de soumission en ligne pour les actions civiles** à l'adresse <https://www.ontario.ca/fr/page/depot-en-ligne-documents-cause-civile-ou-cour-divisionnaire>, dans la mesure du possible. Si des documents sont déposés par courriel, la ligne de l'objet du courriel doit contenir le numéro de dossier du tribunal, le nom de la partie et le type d'audience (p. ex. motion contestée).

Les documents judiciaires doivent être déposés au greffe avant d'être téléchargés dans **Case Center**, sauf ordonnance contraire du tribunal. Dans la mesure du possible, les documents doivent être téléchargés dans Case Center au moins cinq jours avant la date de l'audience (ou le jour même, car un lien vers Case Center est fourni par le tribunal si les documents sont reçus moins de cinq jours avant la date de l'audience) pour que le représentant de l'appareil judiciaire puisse passer en revue les documents avant l'audience. Voir l'[Avis supplémentaire à la profession et aux plaideurs, entré en vigueur le 17 juin 2021](#) ou la [Foire aux questions sur Case Center](#) pour de plus amples renseignements.